



Mapping de l'engagement de la diaspora **BURUNDI**

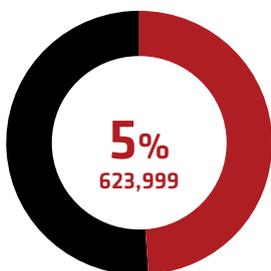
Faits et chiffres

Émigration

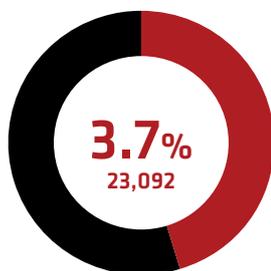
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 49.1%
♀ 50.9%



♂ 45.3%
♀ 54.7%



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **1.6%**
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **48**



Principaux pays de destination¹

Tanzanie	295,436
Rwanda	137,669
République démocratique du Congo	59,826
Ouganda	54,494
Afrique du Sud	11,468



Droits politiques



Double nationalité



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger³:

Dans les ambassades/consulats



2015 Projet de politique de la diaspora



Dans le cadre du programme MIEUX financé par l'Union européenne, l'ICMPD a aidé le gouvernement du Burundi à élaborer une politique nationale de la diaspora en 2015. Ce projet politique contient des objectifs stratégiques clés visant à améliorer la communication et la coordination avec les groupes de la diaspora, et à reconnaître l'impact potentiel des contributions économiques et sociales de la diaspora pour le développement du pays. Le gouvernement a élaboré une stratégie sectorielle pour la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de diaspora. En 2022, le gouvernement a également élaboré une stratégie sectorielle pour la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de diaspora.⁴

1 Article 21 Loi no. 1-013 du 18 juillet 2000 portant réforme du Code de la nationalité: <https://www.refworld.org/docid/452d01c94.html>

2 Loi Organique n°1/11 du 20 Mai 2019 portant modification de la Loi n°1/20 du 13 Juin 2014 portant Code Electoral : <http://www.droit-afrique.com/uploads/Burundi-Code-2019-electoral.pdf>

3 Source : Rapport d'autoévaluation de l'engagement des diasporas de l'UA (2019) <https://www.giz.de/de/downloads/2019%20Diaspora%20Engagement%20Self%20Assessment%20Report%20ENG.pdf>. En raison de l'épidémie du Covid-19, la diaspora ne pourra pas voter à distance lors des élections de mai 2020 : <https://www.dw.com/fr/pr%C3%A9sidentielle-au-burundi-pas-de-vote-pour-la-diaspora/a-53201033>

4 <https://www.mae.gov.bi/en/strategic-relations-between-the-government-of-burundi-and-the-diaspora-are-normalizing/>

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2011** ● **Vision 2025** est la stratégie nationale de développement du Burundi. Elle ne fait pas explicitement référence à la diaspora burundaise, mais précise que “le règlement des conflits fonciers fera l’objet d’une attention toute particulière car il constitue l’une des sources des conflits sociaux consécutifs au *retour des réfugiés et des personnes déplacées*. (italique de l’éditeur).⁵
- 2013** ● **La politique migratoire nationale** vise à fournir un cadre pour le retour des réfugiés burundais (et par conséquent, de la diaspora) afin de faciliter leur réintégration dans la vie sociale et économique du pays.⁶
- 2018** ● **Projet de politique de mobilité de la main-d’œuvre** - Fin 2018, le Burundi a également entamé le processus d’élaboration d’un projet de politique de mobilité de la main-d’œuvre, bien qu’il ne soit pas clair quand celui-ci sera rendu public.⁷ En avril 2019, le ministère de la fonction publique, du travail et de l’emploi a lancé le projet “développement de la politique nationale sur la migration de la main-d’œuvre au Burundi” afin de renforcer la réglementation concernant la main-d’œuvre migrante, y compris la conclusion d’accords bilatéraux avec les États du Golfe.⁸ La politique “réglementera la circulation de la main-d’œuvre qui va à l’étranger mais aussi des Burundais qui sont déjà à l’étranger”. On ne sait pas si le projet de politique de mobilité du travail a été réalisé. Cependant, en 2021, le gouvernement a signé avec l’OIT un programme national de travail décent pour la période 2020-2023.⁹
- 2022** ● **Ordonnance ministérielle portant détermination des mesures d’exonération des effets personnels des membres de la diaspora burundaise.** Cette ordonnance prévoit l’exonération des taxes sur les effets personnels des membres de la diaspora qui décident de rentrer définitivement dans le pays.¹⁰

» Tendances et réalisations

La diaspora burundaise s’est engagée dans des activités de développement et de plaidoyer au Burundi pendant toute la durée de son exil, mais après 2005, lorsque le conflit a officiellement pris fin, son rôle a changé, passant d’acteur politique à acteur potentiel dans les efforts de construction et de reconstruction de la nation.¹¹

Avec l’adoption de la Politique Migratoire Nationale et la création du Conseil de la Diaspora Burundaise en 2013, le gouvernement a cherché à mettre en place une politique multisectorielle équilibrée et pertinente pour guider ses décisions et actions dans le domaine de la gestion des migrations.¹²

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale a renforcé les structures institutionnelles et politiques existantes chargées du dialogue, de la gestion et de la mobilisation de la diaspora.¹³ Ces structures comprennent un portail web dédié et l’organisation d’une semaine annuelle de la diaspora pour encourager le retour et la participation de la diaspora burundaise au développement du pays. Toutefois, la mise en œuvre des politiques et programmes d’engagement de la diaspora reste faible.¹⁴

5 Voir p.53, https://www.undp.org/content/dam/burundi/docs/publications/UNDP-bi-vision-burundi-2025_complete_EN.pdf

6 <http://www.burundi.gov.bi/spip.php?article661>

7 <http://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=2/4/130>

8 <http://www.ministerefptss.gov.bi/?q=content/atelier-de-lancement-du-projet-%C2%AB-developpement-de-la-politique-nationale-de-la-migration-de>

9 http://wcm3q3.ilo.org/africa/media-centre/pr/WCMS_776533/lang--en/index.htm.

10 <https://www.mae.gov.bi/wp-content/uploads/2022/03/ORDONNANCE.pdf>

11 Fransen, S et Siegel, M (2011), *The Development of Diaspora Engagement Policies in Burundi and Rwanda*, UNU-MERIT Working Paper Series, disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/254405877_The_Development_of_Diaspora_Engagement_Policies_in_Burundi_and_Rwanda.

12 Ibid.

13 <http://ambassadeduburundi.ca/wp-content/uploads/2016/06/Imprim%C3%A9-de-la-Politique-Nationale-de-la-Diaspora.pdf> ; voir également Dick, E. et Schraven B (2018), “Regional Migration Governance in Africa and Beyond - A Framework of Analysis”, Institut allemand de développement, disponible à l’adresse suivante : https://www.die-gdi.de/uploads/media/DP_9.2018.pdf

14 Voir <https://mae.gov.bi/diaspora/> pour plus d’informations.

Actuellement, le gouvernement burundais peut s'appuyer sur les ressources et les compétences d'une partie de la diaspora qui est très engagée et mobilisée pour soutenir les efforts de reconstruction nationale et de réconciliation. La diaspora burundaise dans son ensemble a beaucoup à offrir, tant en termes de soutien monétaire que de transfert de connaissances et de compétences, car nombre de ses membres sont hautement qualifiés et spécialisés dans les domaines de la santé et de l'éducation.¹⁵

La Banque africaine de développement (BAD) a déclaré en 2019 qu'elle "prévoit de soutenir, en liaison avec l'OIM, une plus grande implication de la diaspora dans le développement du pays et l'emploi des jeunes".¹⁶ Ce projet vise à soutenir les jeunes et les femmes entrepreneurs par le renforcement des capacités et l'engagement de la diaspora, afin de réduire le chômage des jeunes, mais les détails ne sont pas encore disponibles.

Obstacles



- **Le manque de confiance** au sein de la diaspora burundaise en raison du conflit ethnique continue d'être un obstacle à l'engagement de la diaspora au Burundi. Il y a également une méfiance à l'égard de l'ingérence politique de la diaspora, en particulier l'activisme contre le président actuel qui a cherché à prolonger son mandat en 2015.
- **Manque de ressources.** La Direction de la diaspora a été créée il y a plus de dix ans par le ministère des affaires étrangères du Burundi pour fournir un organe gouvernemental dédié aux questions de migration et de développement. Cependant, la direction manque de capacité pour être efficace, restant en grave sous-effectif et manquant de ressources.
- **Le coût élevé des transferts de fonds** constitue un autre obstacle. Il est nécessaire que le gouvernement burundais explore les possibilités d'amélioration des canaux de transfert de fonds. Investir dans la réduction des coûts et l'amélioration de la sécurité permettra de créer une concurrence sur le marché des transferts de fonds, ce qui, à son tour, stimulera et facilitera les flux d'envois de fonds.

15 Ratha, D. & Xu, Z. (2008). Migration and Remittances Factbook 2008. Washington, D. C. : Banque mondiale.

16 Projet de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes de la BAD/OIM, voir "AFDB - Republic of Burundi Country Strategy 2019-2023", disponible sur : https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/burundi_document_de_strategie-pays_2019-2023_-_rev.pdf

SPOTLIGHT: Pratiques efficaces



Semaine de la diaspora

RÉSEAUX ET COMMUNICATION

Tenue dernièrement en juillet 2019, la semaine de la diaspora est un événement annuel multipartite organisé par le ministère des relations extérieures et de la coopération internationale, soutenu par l'OIM. Elle vise à promouvoir les transferts de compétences et les opportunités d'investissement, et à réunir les principales parties prenantes burundaises pour qu'elles puissent se mettre en relation et partager leurs expériences en discutant des opportunités d'investissement, des politiques migratoires nationales et régionales et des politiques relatives à la diaspora. Ces discussions servent à informer et à développer le projet de politique nationale de migration existant, ainsi que la politique nationale de la diaspora qui sera bientôt élaborée avec le soutien de l'OIM.¹⁷

Modernisation du système de transfert d'argent domestique Rungika

TRANSFERTS DE FONDS

L'Union postale universelle (UPU) et le service postal national du Burundi (RNP) ont travaillé en partenariat avec l'OIM et la RIA Money Transfer pour améliorer le système de transfert d'argent domestique Rungika, permettant de collecter les transferts de fonds via le réseau postal national de 144 bureaux. Son corridor international, géré en partenariat avec RIA Money Transfer, a été lancé en 2017 et vise à tirer parti des services de transfert d'argent nationaux existants.¹⁸ Le projet Rungika vise à soutenir l'éducation financière, l'inclusion et la communication entre les communautés rurales du Burundi par l'intermédiaire d'un réseau de 144 agences Rungika nationales. En novembre 2018, le RNP a reçu près de 20 000 dépôts, pour un total de 1 238 284 150 francs burundais (environ 695 400 dollars américains).¹⁹

CAPITAL HUMAIN

Migration pour le développement en Afrique (MIDA)

Le programme MIDA géré par l'OIM est actif au Burundi depuis 2001, et a pour objectif principal d'engager les membres hautement qualifiés de la diaspora pour des périodes de retour à court terme pour le renforcement des capacités. Le programme se concentre sur la diaspora en Europe et en particulier en Belgique, avec des projets actifs dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement rural.²⁰

"Burundi Diaspora Gala" 2022

JEUNESSE + RÉSEAUTAGE

"Burundi Diaspora Gala" 2022 organisé par les jeunes de la diaspora burundaise. L'événement a été soutenu par le gouvernement qui a encouragé les jeunes à continuer ce genre d'initiatives pour attirer plus de jeunes à s'investir dans le développement du pays d'origine. Au cours de cet événement, les organisateurs ont procédé à la remise de prix aux personnes et entreprises qui se dévouent chaque jour pour le bien-être de la diaspora et qui soutiennent l'action de la Communauté vivant à l'étranger.²¹

17 <https://www.iom.int/news/burundi-engages-diaspora-development>

18 <https://www.iom.int/news/iom-partners-improve-international-money-transfer-service-burundian-diaspora-rural-communities>

19 Ibid.

20 <http://www.migration4development.org/en/projects/mida-migration-development-africa>

21 <https://mae.gov.bi/diaspora/2022/08/05/la-rencontre-des-jeunes-de-la-diaspora-burundaise/>

Annexe:

Liste des acteurs

Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

Le Burundi est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora pour représenter le Burundi dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (UA CIDO).

Le Burundi est également membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

<https://www.comesa.int/>

<https://www.eac.int/>

<http://www.ceeac-eccas.org/>

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères (également appelé ministère des relations extérieures et de la coopération internationale)

En plus des affaires étrangères, le ministère des relations extérieures et de la coopération internationale est le principal ministère chargé de l'engagement des diasporas. <https://www.mae.gov.bi/en/>

Ministère de la solidarité nationale, du rapatriement des réfugiés et de la réinsertion sociale

Ce ministère est responsable de la réintégration des réfugiés et des rapatriés de la diaspora.

<http://www.burundi.gov.bi/>

Ministère du travail et de la fonction publique

Le programme MIDA (Migration pour le développement en Afrique) mis en place par l'OIM était géré localement par le ministère du travail. <http://www.burundi.gov.bi/>

Ministère de la sécurité publique

Le ministère de la sécurité publique du Burundi s'est vu confier la responsabilité exclusive de traiter les questions de gestion des migrations et d'élaborer la politique de migration et d'implication de la diaspora.

<http://www.burundi.gov.bi/>



- Au niveau sous-ministériel

Direction de la diaspora

La direction fait partie du ministère des affaires étrangères et est responsable de l'engagement de la diaspora et de la fourniture de services externes à la diaspora.

<https://mae.gov.bi/diaspora/>

Organisations de la diaspora en Europe



Association de Réflexion et d'Information (ARIB) Belgique 1995 <https://www.arib.info>

L'ARIB est une association à but non lucratif qui a pour mission de partager des informations sur le Burundi afin de : promouvoir les valeurs positives burundaises et universelles ; défendre les droits et libertés des citoyens ; établir une culture démocratique ; et instaurer un État de droit assurant l'égalité de tous devant la loi. Ils mènent des activités de lobbying et de plaidoyer en Europe et au Burundi.

Burundi Solidarité Internationale <https://www.burundi-solidarite.org/>

☑ Activités de développement

Le BSI est un réseau de Burundais. Sa mission est "l'avènement d'un Burundi caractérisé par une bonne gouvernance, politiquement pacifié, socialement unifié et économiquement prospère". Ses objectifs comprennent la mobilisation des compétences et des ressources de la diaspora pour le développement et la consolidation de la paix.

Femmes burundaises pour la paix et le développement Pays-Bas 2001 <http://www.bwpd.nl/en/>

☑ Activités de développement

L'organisation mène des activités d'éducation et de consolidation de la paix au Burundi.

Le Forum de la Diaspora Burundaise (FODIB) France, Norvège, Suède, Royaume-Uni 2015
<https://www.fodib.org/accueil>

☑ Activités de développement

Le siège de la FODIB est à Paris. Il est apolitique et vise des actions de solidarité entre Burundais de la diaspora et des actions humanitaires au Burundi.

Fondation Izere Pays-Bas <http://www.izere.nl/>

☑ Activités de développement

La Fondation Izere s'efforce de contribuer au processus de paix et de reconstruction au Burundi, et concentre son travail sur le renforcement des capacités et les investissements sociaux. Elle organise également des missions exploratoires au Burundi pour tester la faisabilité des projets et des investissements.

Rédigé par : AFFORD

Edité par : EUDiF

Avril 2020

Mis à jour en décembre 2023



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

